

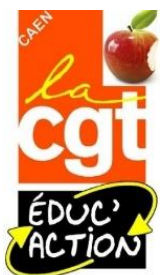
GRÈVE ET MANIFESTATION

Personnels de l'Éducation nationale et personnels territoriaux des lycées

RASSEMBLEMENT ET MANIFESTATION

MARDI 6 OCTOBRE A 9 H 30

AU PHENIX DE L'UNIVERSITE DE CAEN



L'intersyndicale départementale du Calvados appelle les personnels de l'Éducation nationale et les personnels territoriaux notamment des lycées à la grève et à se rassembler nombreuses et nombreux le **mardi 6 octobre 2026 à 9 h 30 au Phénix de l'université de Caen**.

Depuis plusieurs jours, les lycéennes et les lycéens se mobilisent pour dénoncer leurs conditions d'études : manque de personnels, bâti vétuste, effectifs trop lourds, professeur-es non remplacé-es, sélection et poursuite d'études entravée. Leurs revendications sont légitimes. Elles rejoignent nos alertes sur le manque de moyens et l'avenir du service public d'éducation.

Le gouvernement ne répond essentiellement par la répression policière. Les témoignages d'élèves blessé-es, violenté-es ou menacé-es, ainsi que de personnels pris pour cible, se multiplient. C'est inacceptable. Nous demandons l'abandon de toutes sanctions et poursuites liées au seul fait de participer aux mobilisations.

Nous apportons notre soutien aux élèves et aux personnels blessés ou maltraités. Nous réaffirmons le droit des élèves à manifester, se réunir et s'exprimer. La démocratie lycéenne doit être effective, dans le respect de l'indépendance du mouvement lycéen.

Nous appelons à se tenir aux côtés des lycéennes et des lycéens et à garantir pacifiquement l'exercice de leurs droits. Il y a urgence à permettre l'expression et la mobilisation lycéennes sans entrave et dans un cadre démocratique et pacifié. L'Ecole forme des futur-es citoyen-nés qui doivent pouvoir exercer leurs droits et discuter sereinement de leurs revendications, de leurs mots d'ordre et action

Le gouvernement doit répondre aux revendications par des réponses nationales, budgétaires et éducatives : des moyens pour le service public d'éducation, une autre ambition pour le second degré public, la fin de l'École du tri social et des inégalités. De l'école primaire à l'université, les personnels et les élèves subissent les conséquences du manque de moyens, des suppressions de postes, et de la dégradation des conditions d'étude et de travail.

Pour que la démocratie soit effective, le gouvernement doit répondre aux revendications par des mesures de portée nationale, tant sur le plan budgétaire que sur celui des politiques éducatives. Si le budget ne présente aucune réponse à la colère qui s'exprime, notamment en termes de moyens et d'investissement dans l'Ecole publique, le gouvernement portera une très lourde responsabilité dans l'aggravation de la situation. Il faut en finir avec l'Ecole du tri social et des inégalités ! Le gouvernement doit apporter des réponses budgétaires rapides, seule voie de la sortie de crise.

TOUTES ET TOUS MOBILISÉ·ES LE 6 OCTOBRE